



Le 28 janvier 2025

Notre agriculture : activité productrice ou extractive

Olivier LEFEBVRE,
Économiste, ancien directeur d'Euronext converti en agroécologie

Introduction

Le discours dominant consiste à constamment opposer économie et environnement ! Pensons par exemple à Donald Trump qui veut déréguler l'environnement pour « libérer » l'économie ou aux débats au Parlement Européen sur la biodiversité. Commençons par définir ce dont nous parlons :

- *L'économie* : la science économique vise à comprendre, expliquer et optimiser la production, la distribution et la consommation des ressources, tout en répondant aux besoins humains dans un contexte de rareté. Le maître mot est **performance**.
- *L'environnement* : Les limites planétaires désignent les seuils environnementaux critiques que l'humanité ne doit pas dépasser pour préserver la stabilité du « système Terre » et éviter des perturbations écologiques irréversibles. Le maître mot est **robustesse**.

1. Origine et impasses de l'agriculture industrielle

Origine et objectifs du modèle agro-industriel

La révolution « verte » qui a suivi la seconde guerre mondiale avait un objectif purement quantitatif : il n'était question ni de qualité nutritive, ni d'environnement. Il s'agissait d'une application du taylorisme de Henri Ford : division du travail et spécialisation, tant au niveau des fermes qu'au niveau international ; mécanisation à outrance ; utilisation massive des pesticides et engrais de synthèse.

Ce modèle industriel fut encouragé par la PAC (*Politique Agricole Commune*) : subsides à l'hectare et sur l'énergie, mais taxes sur le travail, ce qui a conduit à une maximisation de la productivité **apparente** du travail.

Impasses du modèle agro-industriel

Deux différences fondamentales entre agriculture et industrie ont progressivement généré des impasses :

- les dégâts environnementaux et donc l'appauvrissement de l'actif productif : la dégradation des sols est massive, conduisant à l'abandon de cinq à dix millions d'hectares par an ; l'empreinte de la production agricole actuelle représente 13 % des émissions de gaz à effet de serre.
- l'appauvrissement des producteurs.

Structure économique du secteur

Les agriculteurs sont « coincés » entre des géants de l'industrie, victimes dès lors d'une érosion systématique de leurs marges : les gains de productivité ne profitent pas aux agriculteurs.

Implications sociétales pour les agriculteurs

On assiste à une réduction drastique du nombre d'exploitations et d'agriculteurs. Une forte exposition aux pesticides est la cause de maladies professionnelles reconnues. Les

statistiques françaises indiquent que le taux de suicide chez les agriculteurs est supérieur de 20 % à celui de la population générale.

Implications sociétales pour les consommateurs

On observe une dégradation de la qualité nutritionnelle des aliments produits par l'agriculture industrielle. Nous assistons dès lors à de véritables pandémies (obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, cancers, etc) et à des intolérances de plus en plus fréquentes (gluten, lactose...)

Un coût croissant pour les finances publiques

Les déséquilibres alimentaires (excès de sucre, de sel, de graisse) impliquent un coût élevé pour les systèmes de santé publique. Par exemple, le coût annuel des soins de santé (en France) liés à l'obésité s'élève à environ 20 milliards d'euros. Il faut également tenir compte des subventions agricoles : au niveau de l'UE, elles s'élèvent à près de 60 milliards d'euros.

2. Origine et objectifs du modèle agro-industriel

La révolution « verte » qui a suivi la seconde guerre mondiale avait un objectif purement quantitatif : il n'était question ni de qualité nutritive, ni d'environnement. Il s'agissait d'une application du taylorisme de Henri Ford : division du travail et spécialisation, tant au niveau des fermes qu'au niveau international ; mécanisation à outrance ; utilisation massive des pesticides et engrais de synthèse.

Ce modèle industriel fut encouragé par la PAC (*Politique Agricole Commune*) : subsides à l'hectare et sur l'énergie, mais taxes sur le travail, ce qui a conduit à une maximisation de la productivité apparente du travail.

Impasses du modèle agro-industriel

Deux différences fondamentales entre agriculture et industrie ont progressivement généré des impasses :

- les dégâts environnementaux et donc l'appauvrissement de l'actif productif : la dégradation des sols est massive, conduisant à l'abandon de cinq à dix millions d'hectares par an ; l'empreinte de la production agricole actuelle représente 13 % des émissions de gaz à effet de serre.
- l'appauvrissement des producteurs.

Structure économique du secteur

Les agriculteurs sont « coincés » entre des géants de l'industrie, victimes dès lors d'une érosion systématique de leurs marges : les gains de productivité ne profitent pas aux agriculteurs.

Implications sociétales pour les agriculteurs

On assiste à une réduction drastique du nombre d'exploitations et d'agriculteurs. Une forte exposition aux pesticides est la cause de maladies professionnelles reconnues. Les statistiques françaises indiquent que le taux de suicide chez les agriculteurs est supérieur de 20 % à celui de la population générale.

Implications sociétales pour les consommateurs

On observe une dégradation de la qualité nutritionnelle des aliments produits par l'agriculture industrielle. Nous assistons dès lors à de véritables pandémies (obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, cancers, etc) et à des intolérances de plus en plus fréquentes (gluten, lactose...)

Un coût croissant pour les finances publiques

Les déséquilibres alimentaires (excès de sucre, de sel, de graisse) impliquent un coût élevé pour les systèmes de santé publique. Par exemple, le coût annuel des soins de santé (en France) liés à l'obésité s'élève à environ 20 milliards d'euros. Il faut également tenir compte des subventions agricoles : au niveau de l'UE, elles s'élèvent à près de 60 milliards d'euros. L'agriculture bio, qui s'est bien développée en Europe, propose une approche évidemment différente puisque il y a toute une série de produits qu'on s'interdit d'utiliser : pesticides et

fertilisants de synthèse. Mais on peut obtenir le label *bio* tout en faisant du labour profond et en continuant à avoir des pratiques qui peuvent être délétères pour l'environnement. C'est donc certainement une étape intéressante mais ce n'est pas l'alpha et l'oméga de la solution.

L'agroécologie, ou agriculture régénérative, considère le sol non pas comme un simple support mais comme un écosystème en tant que tel. Les pratiques liées seront donc principalement le non labour, la couverture permanente des sols et la promotion de la diversité, non seulement dans le sol mais aussi en surface. Mais c'est bien plus que cela. La FAO (*Organisation pour l'alimentation et l'agriculture*) a défini l'agroécologie sur base de principes qui incluent évidemment des pratiques agricoles, mais qui encouragent également le circuit court, l'économie circulaire, l'équité, etc.

Impacts économiques pour les agriculteurs

Les aspects économiques positifs sont nombreux :

- La réduction des coûts (moins d'intrants et de travail du sol) conduit à une augmentation des marges brutes.
- Le capital productif (sol) est préservé.
- La diversification accrue des productions implique une réduction des risques de fluctuation des prix.

Impacts économiques pour la société

Les aspects économiques positifs sont tout aussi nombreux pour la société :

- amélioration qualitative de l'alimentation
- amélioration de la biodiversité,
- renforcement des zones rurales (notamment en ce qui concerne le lien social),
- autonomie alimentaire et résilience renforcées face aux crises.

De nombreux défis doivent toutefois être relevés, le plus important étant la volonté politique hésitante face à de puissants lobbies.

3. Conclusions : implications pour nos politiques

Arrêtons d'opposer économie et environnement

La cause des impasses environnementale, sociale et économique du système agro-alimentaire industriel est commune : l'application « aveugle » du taylorisme à l'agriculture. Les solutions, et notamment l'agroécologie, contribuent à régénérer l'environnement et à améliorer la situation économique des producteurs. Opposer économie et environnement ne nous aide ni à comprendre les vrais enjeux de notre situation et leurs interactions, ni à développer une approche systémique et robuste des solutions à mettre en œuvre.

Accordons-nous sur les objectifs des politiques

Il est important de créer un consensus sur ce qu'on veut faire finalement de notre politique agricole et alimentaire. En se référant par exemple aux déterminants de la santé tels que définis par l'OMS (*Organisation Mondiale de la Santé*), parce que ce qui nous importe finalement, c'est d'avoir une population en bonne santé à la fois physique et mentale. L'OMS a beaucoup travaillé sur les déterminants de la santé. Reprenons en quelques-uns qui sont directement liés à la transition dont nous venons de parler : l'environnement physique, la qualité de l'alimentation, la réduction des carences alimentaires. Et n'oublions pas l'amélioration du revenu dans les zones agricoles, la création d'emplois en zones agricoles, que ce soit dans la production ou la transformation.

Implications pour l'Union Européenne

Les choses progressent au niveau de la PAC puisque, pour la première fois, l'agroécologie apparaît de manière explicite dans les rapports que Ursula von der Leyen avait commandés avant les élections européennes. Les objectifs proposés sont très clairs : c'est un focus sur les agriculteurs qui en ont le plus besoin. Mettons fin à une politique qui finance essentiellement les très grandes exploitations : 80 % des subsides agricoles vont à 20 % des fermes en Europe. Il s'agit au contraire de promouvoir les progrès environnementaux et sociaux et de dynamiser les zones rurales. On doit soutenir nos agriculteurs. On ne peut pas s'en passer.

Mais la manière dont on le fait est absolument déterminante. Il faudrait également financer la transition avec l'implication de la BEI et intégrer la durabilité dans les traités commerciaux.

Implications pour la Politique Agricole Régionale

Il y a trois priorités que le gouvernement wallon devrait mettre en œuvre :

- Soutien public à l'accompagnement et au conseil indépendant : une proposition qui circule serait un chèque transition donné aux agriculteurs s'il décident de transitionner et de se faire accompagner par l'une ou l'autre ASBL qui serait agréée.
- Soutien au développement des filières : la diversification des cultures nécessite un tel développement.
- Formule d'assurance revenus ou Fond de garantie pour couvrir les risques de transition.

* * * * *

Questions – réponses

- *La bourse ne permet-elle pas la spéculation sur les produits agricoles ? Mais est-il possible de la réguler au moins au niveau européen ?* Comme je l'ai dit, les prix agricoles étaient régulés jusque dans les années nonante et cela a créé d'autres inconvénients que des prix fluctuants. Il faudrait sans doute renforcer les règles d'abus de marché, comme c'est le cas sur les actifs financiers d'ailleurs. Enfin la spéculation est sans doute moins développée sur des matières premières, notamment alimentaires. Par contre, avoir des prix artificiellement administrés n'est pas sans conséquence, parce que forcément, à ce moment-là, le marché ne s'équilibre pas : soit on a des carences, soit on a des surplus. Il faut donc trouver des mécanismes. Cela existe notamment aux États-Unis, où il y a des mécanismes d'assurance sur des fluctuations de prix, mécanismes aidés par le le gouvernement fédéral. Donc il y a des solutions, mais pas nécessairement par la pure régulation des prix.
- *Quels sont les lobbies nocifs ? Les perdants d'une transition agroécologique sont l'industrie des intrants et peut être l'industrie agroalimentaire : peut-on espérer une conversion de ces acteurs ?* Les fournisseurs d'intrants sont probablement plus perdants que la transformation et la distribution. Parce que dans une approche agroécologique, on va réduire largement la consommation d'intrants. Certes, le circuit court va peut-être mettre un peu sous pression la distribution, mais cela restera quand même faible et donc il reste certainement de la place pour la distribution. En Belgique, on a créé la *House of Agroecology*, qui regroupe les trois grands distributeurs, des agriculteurs, des structures d'accompagnement et aussi quelques scientifiques. L'idée est de faire dialoguer ce monde-là pour voir comment on peut massifier la transition vers l'agroécologie. Par ailleurs, un élément nouveau est intervenu entre-temps : la directive européenne CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive*), qui force les entreprises d'une certaine taille à être beaucoup plus transparentes sur leurs pratiques, sur l'origine de leurs produits, etc, et donc sur leur impact environnemental direct et indirect. La distribution, voire même la transformation alimentaire, est donc en train de changer parce que ces règles vont les responsabiliser davantage sur ce qui se passe en amont auprès de leurs producteurs et de leurs fournisseurs. Si vous demandez aujourd'hui si je suis sûr qu'on va réussir, la réponse est plutôt 50-50.
- *Les OGM en agroécologie seraient-ils une solution ?* Je l'ai dit, je ne suis pas un technicien ni un agronome, donc je ne vais pas me prononcer là-dessus. Je laisse ces questions-là à des gens plus compétents que moi. Simplement, d'un point de vue purement économique, j'émetts quelques réserves.
- *Qu'est-ce qui explique la diminution des nutriments dans les produits agricoles ?* Quand vous faites pousser un végétal sur un sol appauvri et que vous le dopez avec des intrants chimiques, oui, il va pousser. Mais il contiendra beaucoup moins de nutriments. Mais si vous mangez les bons légumes de maraîchers qui travaillent sur sol vivant, vous allez retrouver des légumes pleins des nutriments qu'ils ont été chercher dans le sol. Ce sont les bactéries et les champignons qui, en fait, parviennent à amener ces éléments chimiques à être absorbés par les végétaux.
- *Quels sont les modes d'action des lobbies ?* Ce sont les mêmes pour tous les lobbies. On l'a vu avec les cigarettiers il y a quelques années, on l'a vu avec les pétroliers sur les

questions climat, ce sont les fameux 3D : Deny, Deceive, Delay (Nier, Tromper, Retarder). L'objectif est de créer de la confusion : dire « Oui, mais on n'est pas sûr ». Et puis : « Si on se passe de nos produits, on ne saura plus nourrir tout le monde ». C'est aussi de décrédibiliser la mise en cause et de retarder les modifications législatives pour trente-six mille raisons.

- *Est-il possible de nourrir tout le monde avec l'agroécologie ?* Des études ont été faites, notamment les rapports TYFA (*Ten Years For Agroecology*), sur comment nourrir l'Europe si tout le monde passait à des pratiques agroécologiques. Cela marche ! Avec un petit bémol : pour cela, il faut que l'assiette européenne contienne un petit peu moins de viande et un petit peu plus de protéines végétales. Or, c'est aussi ce que l'OMS recommande pour notre santé. En Belgique, il n'y a que 10 à 15% de la production de céréales qui sert à l'alimentation humaine. Le reste sert à faire du biocarburant ou de l'alimentation animale. Or, faire manger des céréales à un ruminant est efficace pour le faire grossir, mais c'est une hérésie énergétique parce que il y a une déperdition phénoménale. Donc oui, ces rapports montrent qu'il y a moyen de produire largement assez de protéines, de calories et de tout ce qui est nécessaire avec une approche entièrement agroécologique, mais le gaspillage gigantesque, notamment d'une bonne partie de l'alimentation pour l'élevage des animaux, est quelque chose à corriger.

- *Qu'en est-il du prix des terres agricoles ?* Des maraîchers ont plié bagages pour déménager en France parce qu'ils ne parvenaient pas à acheter des terres agricoles à un prix abordable en Belgique. La Belgique a le prix des terres agricoles le plus élevé de l'Union Européenne. Dans le Brabant Wallon, on est aux environs de 80.000 euros à l'hectare. Aucune activité agricole ne justifie des prix aussi élevés. La moyenne française se situe aux alentours de 16.000 €. Une aberration (de mon point de vue), c'est qu'on a essayé de réguler le marché locatif, avec ce qu'on appelle le bail à ferme. Mais on n'a pas régulé le marché acquisitif. On a une déconnexion complète entre ces deux marchés. On a des prix d'achat qui se sont complètement envolés, qui ne se justifient par aucune production agricole. Plus personne ne veut faire de bail à ferme non plus parce que quand on achète un hectare à 80.000 €, le louer à 350 € n'est pas rentable du tout. Ce système très déséquilibré handicape fortement la transmission des fermes, tant intra-familiale qu'extra-familiale. Ce qui conduit à une disparition progressive de la population agricole. Il y a donc clairement un problème quant au prix des terres agricoles en Belgique et il faut le résoudre.

- *Où faire nos achats ?* On ne va pas mettre toute la responsabilité de la situation sur le consommateur, mais il a un vrai rôle à jouer. Les possibilités sont multiples : Paysans Artisans, présents en de nombreux endroits ; la ferme de Reumont à Malonne, la ferme de la Préale à Achet (Hamois), la ferme de la Papelotte à Waterloo, etc. Donc, oui, allez en circuit court ! Au départ, la ferme de la Préale faisait 5 hectares, maintenant un peu plus. Actuellement, huit personnes gagnent leur vie sur cette ferme. C'est la preuve que l'on peut recréer de l'emploi en milieu rural. Ils sont tous indépendants : on joue un peu le rôle de couveuse d'entreprises, on les aide à s'installer. Chaque business doit être rentable. L'avantage de les avoir ensemble, c'est de permettre d'amortir certaines infrastructures. Il y a aussi des compétences complémentaires qui sont là et qui sont en partie partagées entre ces projets, même si chacun est autonome et gère son projet. Cela crée beaucoup d'intelligence collective intéressante. N'oublions pas non plus que cela permet de créer de nouveaux lieux de rencontre, de recréer des liens sociaux : les clients papotent entre eux, les enfants jouent ensemble.

- *Les nuisances de l'agriculture sont-elles le résultat d'une économie de marché libre ?* Je suis toujours un peu mal à l'aise quand on met tous les problèmes environnementaux sur le dos du capitalisme, de notre modèle économique. C'est sans doute largement vrai, mais ce n'est pas simplement une question de marché libre. Je reste un partisan d'une certaine liberté d'entreprendre et de marché. Par contre si on veut (re)légitimer ce modèle, il faut évidemment affronter ces questions environnementales. Aujourd'hui, pour moi, les champions de l'environnement devraient être les défenseurs de la libre entreprise et du marché. Malheureusement, c'est souvent dans le spectre politique qu'on a le plus d'opposition entre économie et environnement. J'avoue que je ne comprends pas pourquoi.